



DOSSIER DE PRESSE

Conférence de presse
11 mars 2014

Bourse du travail – République – 75010 PARIS

Sommaire

Les partenaires Convergence et les organes de presse présents à la Conférence de presse du 11 mars 2014 _____	3
Texte introductif à la conférence de presse _____	4 / 6
Adresse aux citoyennes, citoyens, et élu-e-s _____	7 / 8
Revue de presse _____	9 / 12

CONFERENCE DE PRESSE -11 MARS 2014- BOURSE DU TRAVAIL -3, rue du Château d'eau PARIS

Contact : convergenceservciespublics@gmail.com / www.convergence-sp.org / 07 81 58 32 16

Représentants des organisations partenaires présents :

FSU (Michel ANGOT secrétaire national), **Union Syndicale Solidaires (Denis Turbet-Delof** - secrétaire national et **Nicolas Galepidès** secrétaire fédéral Sud-PTT), **UGFF-CGT & Fédération des finances CGT (Christophe Delecourt**, membre du bureau),

CGT Services Publics (Christophe Coudert, secrétaire fédéral et **Viviane Flatreaud**, conseillère fédérale politiques publiques), Sud PTT (**ANECR (Fatah AGGOUNE**, membre du bureau, Maire adjoint de Gentilly, Conseiller Communautaire), **Convergence Nationale Rail (Gérard Mazet**, membre du bureau), **Collectif Eau IDF (Jean-Claude Oliva**, président), **Fondation Copernic (Marc Mangenot**, membre du bureau), **UNRPA (Francis Guissard)**, **Résistance Sociale (Pierre Kerdraon**, vice-président), **ATTAC Paris (Aymard de Camaret)** **Gauche Avenir (Claude Debons**, membre du bureau),

PCF (François Auguste, membre du conseil national PCF, Responsable des relations avec les associations et les citoyens, Conseiller régional de Rhône-Alpes et **Isabelle Mathurin**, membre du conseil national), **Ensemble ! : Jean-Claude Mamet** (membre de l'équipe d'animation nationale), **R&S (Philippe Reig**, secrétaire national)

Pour la Convergence : Michel Jallamion (président), Bernard Defaix (secrétaire/Ardèche), Patrick Hallinger (Tours), Jean-Claude Chailley et Alain Lepage (Paris-IDF)

Médias présents : AFP (Charlotte Hill), AEF (Clarisse Jay), La Gazette des communes (S. Le Gall), Acteurs publics (Raphaël Moreaux), L'Humanité (Nicolas Dutent).

Prochain rendez-vous :

16 mai 2014,

salle Ambroise Croizat, Bourse du travail, 3 rue du château d'eau

17H30 – 19H00 Conférence-débat sur le thème :

« les services publics, alternatives à l'austérité et créateurs de richesses »

Nous proposons que cette conférence-débat soit articulée autour de deux grands thèmes :

- l'action publique, l'État, les collectivités territoriales et la sécurité sociale qui permettent la satisfaction des besoins, le développement économique et la redistribution des richesses.

- les services publics comme une des alternatives à la baisse des dépenses publiques présentée comme incontournable. Au-delà du constat, nous voulons être force de proposition et démontrer que les services publics ne sont pas un coût mais sont des vecteurs d'égalité, de solidarité et de développement social, économique et environnemental.

Texte introductif à la conférence de presse

La Convergence est née suite à la manifestation nationale de Guéret du 5 mars 2005 organisée à l'Appel du Collectif creusois de défense et de développement des Services Publics.

Elle est le fruit de la double volonté de nombreux collectifs « locaux » :

- d'une part d'unir leur résistance contre la fermeture de services publics (écoles, gares SNCF, bureaux de poste, agences EDF-GDF, hôpitaux, maternités, trésoreries, ...) en rassemblant les citoyens-usagers, les salariés, les élus ;
- d'autre part de pérenniser les victoires éparses obtenues. Cela ne pouvait avoir lieu s'ils s'enfermaient dans une posture défensive. D'où l'importance de vouloir lier la question du devenir du service public à celle de la bataille contre les politiques libérales et les privatisations, génératrices d'inégalités.

Contribuer à la reconquête des services publics, les étendre à des besoins nouveaux, en faire un enjeu essentiel de démocratie impliquant les citoyen-ne-s dans leur fonctionnement au travers de droits nouveaux tant pour les salarié-e-s que pour les usager-e-s, ont donc été les ambitions premières de la Convergence.

La Convergence a également contribué à la mobilisation et à l'implication citoyenne. Elle a organisé, dès le 19 novembre 2005, une manifestation de 25 000 personnes à Paris. Celle-ci a résulté de la volonté des collectifs de travailler avec les forces syndicales, politiques et associatives et, plus largement, toutes celles et tous ceux qui conçoivent le Service Public comme un combat d'avenir, concernant l'humanité toute entière.

Depuis, la Convergence a mis en chantier un Manifeste des services publics. Elle l'a présenté en mars 2007 à Paris lors d'une rencontre nationale à la salle Olympe de Gouges. Elle n'a cessé durant ses 7 années d'existence de tenter de faire avancer l'exigence de Service Public, de sa qualité et qu'ils deviennent l'affaire de toutes et tous ! Elle l'a fait en liaison étroite avec les coordinations et les collectifs locaux et nationaux, recouvrant divers secteurs comme l'eau, l'énergie, l'éducation, la santé, le transport ferroviaire, la Poste, ...

Aujourd'hui, depuis 2005, le contexte a changé

1°) La fermeture des services publics de proximité s'est amplifiée et généralisée.

Le milieu rural a été le premier touché avec la fermeture d'écoles, de postes, d'hôpitaux, de maternités et du réseau ferroviaire secondaire. Cela a souvent signifié la mort de villages entiers, voire de véritables zones de vie. Désormais ce phénomène s'est étendu progressivement aux villes moyennes. Il s'est accéléré ces dernières années avec la RGPP et la création des ARS en s'étendant aux villes moyennes, aux banlieues urbaines et populaires, quand ce n'est pas au cœur des zones urbaines.;

2°) Nous assistons à la destruction même de l'idée de service public.

Après avoir recentré les services publics sur leur cœur de métier c'est celui-ci qui est désormais menacé : la Poste, EDF-GDF, la SNCF, ... n'ont plus comme priorité la satisfaction des besoins des citoyens comme l'avait voulu le CNR. Les services publics se sont transformés en « entreprises » muées principalement par la volonté de développer des marchés, d'être concurrentielles, d'être rentables. Elles le sont ou veulent l'être au mépris de la santé et des conditions de travail de leurs propres fonctionnaires et salariés, de la satisfaction des demandes et exigences des citoyens-usagers.

Désormais, et c'est nouveau, l'ensemble de nos concitoyens vit au quotidien la destruction de nos services publics. D'usagers des services publics les voici transformés en clients de monopoles ou d'oligopoles. Ces « entreprises » semblent désormais considérer leurs missions de service public comme une charge, non comme leur raison d'être. Celles-ci se limitent souvent d'ailleurs au champ *stricto-sensu* du « service universel », notion créée par la Commission européenne afin de remplacer, et donc détruire, les notions d'intérêt général et de solidarité nationale.

3°) Depuis Nicolas Sarkozy, la politique d'austérité budgétaire s'en prend aux finances des collectivités locales. Or l'investissement des communes représente 75 % des investissements publics qui ont lieu sur le territoire national. Aujourd'hui, cette baisse des dépenses publiques a des conséquences non seulement sur le fonctionnement des services publics mais également sur l'emploi. Moins de services publics demain, c'est moins d'emploi, de solidarité, de services et par conséquent moins de développement économique et humain. Une façon donc totalement schizophrène de vouloir lutter contre la crise.

4°) Les services régaliens et les institutions ne sont plus épargnés. Les coupes sombres depuis la RGPP n'ont fait qu'intensifier les problèmes de surcharge de la justice, de la fiscalité... L'Education nationale n'a pas été épargnée. La fermeture de structures, le non-remplacement de départs à la retraite et la non-adéquation aux besoins démographiques entraînent classes surchargées et conditions de travail dégradées.

Tout cela nécessairement se répercute sur le contribuable, l'étudiant, l'enfant. Ce qui est remis en cause c'est l'égalité : l'égalité femme-homme, l'égalité de traitement, l'égalité d'accès aux services publics et aux droits.

Malgré de belles victoires et des mobilisations citoyennes réussies, le recul généralisé des services publics et de leur implantation, les attaques multiples aux niveaux national, européen et international, ont fragmenté et fragilisé notre lutte. Il s'agit donc aujourd'hui, avant tout, d'une renaissance.

Il est donc grand temps de recréer du collectif, d'intensifier les convergences.

Pour cela, nous avons une démarche originale de co-construction. Le travail que nous allons effectuer dans les années à venir se fera en réunissant et en faisant travailler de concert des organisations syndicales, politiques et associatives.

Je me permets d'insister sur ce point car **notre objectif n'est pas le coup médiatique mais bien construire sur le long terme la défense, le développement et la démocratisation des services publics du XXIème siècle. Cela inclut bien sûr notre combat pour la Sécurité sociale.**

Nous souhaitons faire valoir notre conception qui est aux antipodes du libéralisme ambiant porté par l'ensemble des gouvernements européens et de la troïka (FMI, BCE, Commission européenne). Loin de considérer les services publics comme une dépense, nous les voyons comme des créateurs de richesse, notre patrimoine commun, un investissement durable pour l'avenir, une solidarité active, le moyen de rendre effective l'égalité des droits.

Aujourd'hui, nous lançons une adresse aux citoyens, élus et candidats annonçant cette volonté. Nous appelons toutes celles et tous ceux qui partagent cette conception à nous rejoindre afin qu'ensemble nous mettions nos énergies, nos idées, nos luttes, nos exigences en commun.

Dans un premier temps nous leur proposons, ensemble, de co-organiser une conférence débat le 16 mai 2014 à Paris.

Notre volonté, qui peut bien sûr être revue en fonction des organisations, des citoyens, des élus qui nous rejoindront, est que cette conférence débat ouvre un cycle de construction d'« assises pour le renouveau des services publics » qui auraient lieu à la fin du deuxième semestre 2014 ; le but de celles-ci étant le lancement de la construction d'un « nouveau Manifeste pour les services publics du XXIème siècle » co-élaboré par les organisations syndicales, associatives et politiques en associant les citoyens usagers, salariés, élus au sein des collectifs locaux de défense et de développement des services publics.

Aujourd'hui, nous nous adressons ensemble aux forces du mouvement social pour qu'elles soient encore plus nombreuses à s'associer à cette démarche. Démarche qui est appelée à évoluer et à se transformer en fonction des apports des uns et des autres.

Nous devons, ensemble, construire et renforcer des collectifs locaux de défense et de développement des services publics. Car il est primordial que notre convergence et nos luttes se concrétisent au plus près des luttes et de nos concitoyens.

Nous devons adapter les concepts de services publics à notre ère. Refonder des concepts, prendre en compte les évolutions et les besoins de son temps c'est être fidèle à l'élaboration historique et théorique qui a permis de les créer. Nous n'oublions pas que c'est grâce à la Révolution française, à la Commune et au CNR que la France s'est dotée de ces outils modernes de solidarité et d'accès aux droits. Si, aujourd'hui, le service public représente autant pour nous en termes d'enjeux de société, c'est que de nombreuses générations ont lutté et travaillé à moderniser, adapter, défendre et à forger cet outil. A notre tour de trouver la voie d'en faire une modernité transcrivant la solidarité, rendant efficiente l'égalité aux droits et permettant la satisfaction des besoins de tous.

Bref, nous voulons dépasser nos différences pour aller à l'essentiel : sauvegarder, rénover et démocratiser nos services publics. Permettre la satisfaction des besoins de tous plutôt que l'enrichissement outrancier de quelques-uns. Faire le choix d'une société de solidarité et non du chacun pour soi. Pour cela il faut nous mobiliser, pour cela il nous faut converger.

***Pour la Convergence,
Michel Jallamion,
Président.***

Premiers signataires de l'adresse pour l'avenir de nos services publics aux citoyen-ne-s, élu-e-s, candidat-e-s : FSU, Union Syndicale Solidaires, UGFF-CGT, CGT Services Publics, CGT Banque de France, CGT Fédération Finances, SUD PTT, ANECR, Coordination Nationale des Comités de défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité, Convergence Nationale Rail, Coordination Eau IDF, ATTAC, Fondation Copernic, UNRPA, Les Amis de la Commune, CNAFAL, Résistance Sociale, Gauche Avenir, FdG : PCF, PG, GU, Ensemble !, R&S, PCOF.

**Citoyennes, citoyens,
Elu-e-s,
Candidates et candidats aux prochaines élections,**

Nos services publics indispensables à l'égalité et à la cohésion sociale sont réellement en danger !

Depuis plusieurs décennies, le service public est mis à mal au nom de la concurrence « libre et non faussée ».

Le désengagement de l'État au plan national et local amplifié par les politiques d'austérité successives vis à vis des politiques publiques se traduit par un affaiblissement des services publics : hôpitaux, maternités de proximité, éducation, culture...

Les privatisations de services publics et l'externalisation de leurs missions décidées par les gouvernements successifs se sont accélérées notamment sous la contrainte de l'ouverture à la concurrence, favorisant ainsi des opportunités de marchandisation du service public : transport, eau, énergie, santé, dépendance, poste, télécommunication, formation professionnelle continue...

A cet affaiblissement s'en ajoute naturellement un autre : celui de la fonction publique.

Ces évolutions se font au détriment de l'action collective, de la solidarité nationale et territoriale et de l'égal accès des citoyens à un service public de qualité, en milieu rural comme urbain. Elles menacent le secteur associatif non lucratif, acteur, aujourd'hui, de la construction et de la pérennité du lien social.

La nouvelle mise en concurrence des territoires, votée en 2013, aggravera cette situation.

La création des métropoles et le projet de futures fusions de régions, départements et communes vont favoriser le creusement des inégalités dans la répartition des richesses et la concentration des collectivités territoriales qui éloignera le citoyen des lieux de décisions.

Cette nouvelle organisation territoriale ne repose pas sur une décision politique d'aménagement concerté répondant aux besoins des citoyens mais sur une nouvelle organisation économique du territoire au profit d'intérêts privés. Elle consacre une décentralisation « à la carte » où le contrat remplace la loi au nom de l'adaptation aux territoires. Elle risque de conduire à de nouvelles régressions dans les politiques publiques et les services publics au détriment de l'égalité des citoyens, dans un déni de démocratie.

Quel avenir pour les territoires hors métropoles, en particulier les villes moyennes, les territoires périurbains et ruraux lieux de vie de 60% de la population française?

Quelle solidarité nationale à l'égard des territoires en difficulté dans et hors métropoles? Quelles solidarités des territoires entre eux ? Quelle égalité d'accès des citoyens sur l'ensemble du territoire?

Quel développement humain? Comment rendre possible la participation des citoyens à la définition, la gestion, et au contrôle des services publics ?

Pour répondre aux aspirations des citoyens et à leurs attentes au niveau de missions de services publics peu ou mal assurées, le gouvernement doit rompre avec le dogme « incontournable » de la réduction de la dépense publique.

Nous réaffirmons que les services publics, ont fait la preuve de leur efficacité. Ils sont largement reconnus comme amortisseur social face à la crise et comme vecteurs d'égalité, de redistribution des richesses et de cohésion sociale. Non, ils ne sont pas synonyme de gabegie !

Alors que l'économie privée obéit aux lois de l'offre, de la demande et du prix, pour nous, celle des services publics doit échapper à cette logique de rentabilité financière. **La tarification du service public ne doit pas être un prix. Ceux qui utilisent le service public ne sont pas des clients mais des usagers citoyens.** La tarification de la cantine, des transports publics, des équipements publics, crèches, haltes garderie, centre de loisirs, piscines, bibliothèques... tient compte des situations individuelles ou familiales, **dans une logique de solidarité**, selon des règles de redistribution,

Promouvoir le service public, c'est refuser l'austérité facteur d'aggravation de la crise. Si le Gouvernement ponctionnait 50 Mds sur la dépense publique comme proposé dans le Pacte de responsabilité, il provoquerait des effets en chaîne considérables notamment sur les missions publiques et l'emploi public. Avec de nouvelles fermetures de maternités, d'agences de pôle emploi, de centres primaires d'assurance maladie, de trésoreries, de gares, d'agences postales, de classes, d'écoles ou d'établissements..., ce serait un nouvel éloignement des services publics.

Promouvoir le service public c'est refuser que des pans croissants de l'action publique échappent au contrôle démocratique par le biais des Délégations de Service Public -DSP-, des Partenariats Public-Privé -PPP-, des Sociétés Publiques Locales -SPL-. **Avec les citoyens, la puissance publique et ses assemblées démocratiquement élues doivent détenir et maîtriser le pouvoir démocratique de créer, d'organiser, d'animer, d'arbitrer, de financer les activités de service public dans le respect des principes d'égalité, de solidarité et de redistribution.**

Promouvoir le service public exige aussi de débattre ensemble :

- des rôles de l'État et des collectivités locales en matière de politiques publiques et de leur complémentarité ;
- de l'autonomie financière des collectivités locales en élaborant de nouveaux critères de péréquation et de dotation afin de corriger les inégalités sociales et économiques des territoires ;
- de l'effectivité des droits des citoyens par l'organisation sur l'ensemble du territoire de services publics de pleine compétence et de proximité ;
- de l'extension des garanties d'emploi et de statut des agents publics pour leur permettre de garantir la qualité des services rendus et son impartialité ;
- des modalités de financement pérenne des services publics passant par une réforme de la fiscalité, de la politique monétaire et du crédit, de la création d'un pôle financier public.

Nous, associations, syndicats, partis politiques, signataires de cette lettre ouverte, réaffirmons la valeur des services publics comme facteur d'égalité, et de cohésion sociale. Nous appelons les citoyen-ne-s, les candidat-e-s aux élections municipales, à agir en ce sens !

C'est ensemble, avec vous, que nous devons débattre de leur utilité !

C'est ensemble, avec vous, que nous devons agir pour leur mise en œuvre !

Pour participer vous aussi à la défense et au développement des services publics contactez nous : convergenceservicespublics@gmail.com / 07 81 58 32 16

Adresse de l'article <http://www.lagazettedescommunes.com/225274/le-collectif-convergence-nationale-veut-remobiliser-les-acteurs-de-la-defense-des-services-publics>

SERVICES PUBLICS

Le collectif Convergence nationale veut remobiliser les acteurs de la défense des services publics
S. Le Gall | [France](#) | Publié le 13/03/2014

A l'occasion des élections municipales, Convergence nationale, groupement d'organisations syndicales, associatives et de partis de gauche, a lancé, mercredi 12 mars 2014, une campagne de défense des services publics avec l'objectif d'organiser des assises sur le sujet.

Représentants de syndicats (CGT, CGT Services Publics, FSU, Union syndicale solidaires...), d'associations, d'organisations, comme Attac et la Fondation Copernic, et de partis de gauche (PCF et Parti de Gauche) se sont rassemblés, mercredi 12 mars à la bourse du travail de Paris, pour relayer un message qu'ils souhaitent fédérateur : « Les services publics ne sont pas un problème : ils sont une des solutions à la crise ».

Les membres du collectif espèrent remettre en cause « le dogme de l'austérité » et « démontrer que l'on peut utiliser autrement les finances publiques ». Pour Michel Jallamion, président de Convergence : « l'ensemble de nos concitoyens vit au quotidien la destruction de l'idée même de services publics ».

Relance du mouvement - Initiée en 2005, Convergence nationale, qui [a publié en 2007 un manifeste](#)^[1] et qui s'est successivement mobilisée, ces sept dernières années, pour la défense des services de La Poste ou pour le maintien d'hôpitaux de proximité, estime être arrivée à une « nouvelle étape » de son combat.

Pour Michel Jallamion, il est « grand temps de recréer du collectif, d'intensifier les convergences (...) Il s'agit donc aujourd'hui, avant tout, d'une renaissance ».

Michel Angot, secrétaire national de la Fédération syndicale unitaire (FSU) constate une « augmentation des demandes sociales non satisfaites », qu'il s'agisse des « services de PMI fragilisés », du manque de places de garde collective ou encore du logement. « Le débat qui s'est ouvert à l'occasion de la future loi Delaunay sur l'adaptation de la société au vieillissement a mis en lumière la mainmise du privé sur le secteur des établissements d'accueil de personnes âgées et la faible présence du service public sur cette problématique », a-t-il ajouté.

Adapter les concepts de services publics - Le collectif, qui veut « replacer la question de la défense des services publics dans le débat public », annonce une conférence-débat, le 16 mai 2014, à la bourse du travail de Paris, « afin de fixer les grandes lignes du combat en vue d'organiser, avant la fin de l'année, un cycle d'« assises pour le renouveau des services publics » ».

Cette mobilisation devrait ensuite donner lieu à la publication d'un « manifeste pour les services publics du XXI^e siècle ».

Michel Jallamion précise : « Nous devons adapter les concepts de services publics à notre ère. Refonder des concepts, prendre en compte les évolutions et les besoins de son temps c'est être fidèle à l'élaboration historique et théorique qui a permis de les créer (...) A notre tour de trouver la voie d'en faire une modernité transcrivant la solidarité, rendant efficient l'égalité aux droits et permettant la satisfaction des besoins de tous ».

Convergence espère initier une « démarche de co-construction », qui unira syndicats, partis politiques et associations au-delà de leurs différences, ainsi que les salariés et les usagers.

Par ailleurs, Convergence soutient l'appel à la grève et à la manifestation lancé par la CGT, FO, la FSU et Solidaires pour la journée du 18 mars 2014. Ces organisations réclament « des mesures urgentes en faveur des salaires, de l'emploi, de la protection sociale et du service public ».

Lancement d'une campagne de défense des services publics

12/03/2014 Dialogue et relations sociales - Marché du travail et emploi

PARIS, 12 mars 2014 (AFP) - Un groupement d'organisations syndicales, associatives et de partis de gauche a lancé mercredi une campagne de défense des services publics qu'ils estiment "en danger", espérant pouvoir organiser prochainement des "assises" sur le sujet.

"Notre volonté est d'unir la résistance contre la fermeture des services publics", a déclaré Michel Jallamion président du collectif baptisé "Convergence nationale", au cours d'une conférence de presse.

Ce collectif, issu d'un mouvement né dans la Creuse en 2005, réunit des syndicats (CGT, FSU, Solidaires) mais aussi des associations ou organisations comme Attac ou la Fondation Copernic et des partis de gauche comme le PCF, ou le Parti de gauche (PG).

Pour ces organisations qui refusent l'austérité, les services publics (crèches, hôpitaux, etc.) "ne sont pas un problème : ils sont une des solutions à la crise".

Or, a relevé M. Jallamion, "désormais l'ensemble de nos concitoyens vit au quotidien la destruction des services publics" et "on assiste à la destruction de l'idée même de services publics".

Le collectif Convergence espère "remettre la question des services publics dans le débat public" et "construire sur le long terme le développement et la démocratisation des services publics du XXI^e siècle". Il prévoit d'organiser une conférence-débat le 16 mai à Paris et espère pouvoir organiser des "assises pour le renouveau des services publics" à la fin du deuxième semestre.

chl/jg/rhl

© 2009-2014 AFP-Liaisons Sociales

Le 12/03/2014 dans [Actualités](#) > [Collectivités territoriales](#), [État](#), [Fonction publique](#)
Mobilisation

Le collectif qui veut “sauver” les services publics



© Revelli-Beaumont/SIPA

“Convergence nationale”, un groupement d’organisations syndicales, associatives et de partis de gauche, a lancé le 12 mars une campagne de défense des services publics, qu’il estime “*en danger*”.

Baisse des dotations aux collectivités, objectif de réduction de dépenses publiques de 50 milliards d’euros, mise en concurrence du secteur public : les motifs d’inquiétude sont nombreux pour le collectif Convergence nationale, qui entend défendre le développement des services publics, au cours d’une campagne de mobilisation et de sensibilisation menée tout au long de l’année 2014.

“*Notre volonté est d’unir la résistance contre la fermeture des services publics*”, a déclaré le 12 mars Michel Jallamion, président du collectif. Que ce soit sur l’acte III de la décentralisation, pour lequel il dénonce “*l’absence de débat citoyen, révélateur d’un déni de démocratie*”, ou sur le projet d’accord commercial transatlantique, qui “*met les services publics en concurrence avec le privé avec une violence inouïe*”, le collectif veut être présent sur tous les fronts.

Des “assises pour le renouveau des services publics”

Issu d’un mouvement né dans la Creuse en 2005, Convergence nationale réunit des syndicats (CGT, FSU, Solidaires), mais aussi des associations ou organisations comme Attac ou la Fondation Copernic, ainsi que des partis de gauche comme le PCF ou le Parti de gauche (PG). En veilleuse depuis la perte de son combat le plus symbolique contre la libéralisation du secteur de La Poste en 2010, le collectif est aujourd’hui déterminé à relancer la mobilisation et appelle toutes les bonnes volontés à le rejoindre.

Pour ces organisations, qui refusent l’austérité, les services publics “*ne sont pas un problème : ils sont une des solutions à la crise*”. Or, a relevé Michel Jallamion, “*désormais, l’ensemble de nos concitoyens vit au quotidien la destruction de l’idée même de services publics*”.

Le collectif Convergence nationale espère “*remettre cette question dans le débat public*” et “*construire sur le long terme le développement et la démocratisation des services publics*”. Une conférence-débat est organisée le 16 mai à la Bourse du travail à Paris afin de fixer les grandes lignes du combat en vue d’organiser, avant la fin de l’année, des “*assises pour le renouveau des services publics*”. Une mobilisation qui devra ensuite donner lieu à la publication d’un “*manifeste pour les services publics du XXI^e siècle*”

L'Humanité du 12 mars 2014 - Services publics

Campagne de défense des services publics

Un groupement d'organisations syndicales, associatives et de partis de gauche a lancé hier une campagne de défense des services publics qu'ils considèrent «en danger».

«Le service public est le pilier d'une société nouvelle du XXI^e siècle. » C'est en substance le message que le collectif Convergence nationale de défense et développement des services publics entendait adresser à la presse hier matin, à la Bourse du travail de Paris. Une trentaine de représentants d'associations, syndicats et partis politiques (FSU, Solidaires, CGT, SUD, Anecr, Attac, Fondation Copernic, Front de gauche, Gauche Avenir, République et Socialisme, Amis de la Commune de Paris...) ont décidé de relancer une initiative, née en 2005, pour impulser un renouveau des services publics et promouvoir leurs fonctions « égalitaires, démocratiques, accessibles et durables ». En ligne de mire de ce rassemblement unitaire, décliné en nombreux collectifs locaux, « la bataille contre les politiques libérales et les privatisations, génératrices d'inégalités ». Ces groupes de citoyens, usagers et élus se sont constitués en zone rurale et urbaine pour s'opposer à la fermeture des services publics : « écoles, gares SNCF, bureaux de postes, agences EDF-GDF, hôpitaux, maternités, trésoreries ». Une situation qui n'a cessé d'empirer et impose à ces militants de réagir. « La fermeture des services publics s'est intensifiée. Certains ont été transformés en entreprises rentables et concurrentielles au détriment de la satisfaction des demandes et des exigences citoyennes », s'alarme Michel Jallamion, qui préside le collectif. Pour les responsables présents, il est urgent de « remettre la question des services publics dans le débat public » et d'assurer l'ancrage territorial d'un sujet de société déserté par le gouvernement. Pour y arriver, un ennemi est à affronter : « la destruction même de l'idée de service public » opérée par un glissement, sémantique et idéologique, au profit de l'idée de « service universel » qui minore « la notion d'intérêt général et de solidarité nationale ». Ces services publics tournés vers l'avenir et la réponse aux besoins nouveaux de la population doivent encourager une expertise collective. « Le démantèlement des services de protection maternelle et infantile (PMI), la garde d'enfants, l'adaptation de la société au vieillissement et le coût d'entrée dans les Epad discriminatoire... sont autant d'absence de réponse publique à des chantiers déterminants », illustre Michel Angot (FSU). Outre l'identification des besoins, la question de la métropolisation est sur toutes les lèvres. « La suppression envisagée des départements va provoquer l'évincement de certains services publics et creuser les inégalités entre villes riches et pauvres », relève Fatah Aggoune, maire adjoint de Gentilly et membre de l'Anecr. À ses côtés, Viviane Flatreaud (CGT fonction publique) s'inquiète des effets de l'application du projet de loi de décentralisation : « Dans ce texte, qu'il ne faut pas renoncé à modifier, les besoins fondamentaux des populations sont ignorés. » « Si on continue d'étrangler l'État et les collectivités, c'est l'ensemble de la société qu'on menace : les TPE/PME, les agents, les associations. » Un écueil que voudrait éviter Christophe Coudert (CGT) en démontrant que « face à la crise, les services publics constituent une solution ». Une idée qui devrait nourrir les échanges de la conférence débat que le collectif Convergence tiendra le 16 mai à Paris, prélude aux « assises pour le renouveau des services publics ».

Nicolas Dutent